

Élections partielles : premiers enseignements (p. 4)

Supplément à l'Humanité

www.pcf.fr

Communiste

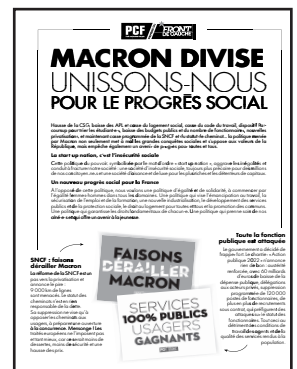
Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction : Jacques Chabalier - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur : Jean-Louis Le Moing
Rédaction : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture : Jacqueline Lamothe - Mise en pages : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA



SERVEZ-VOUS



HOMMAGE
VENDREDI 6 ET SAMEDI 7 AVRIL
 Hommage à J.-P. Kahane, mathématicien engagé, à l'Espace Niemeyer (place du Colonel-Fabien Paris 19^e)

MARCHE BLANCHE
 Le PCF participera mercredi 28 mars 2018 à 18h30 place de la Nation, à la marche blanche à la mémoire de Mireille Knoll et en soutien à sa famille et ses proches. Il appelle les citoyens, les citoyennes, tous les militant.es, élu.e.s progressistes, communistes à se mobiliser. Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, participera à cette marche.

LES COMMUNISTES ENTRE LUTTES SOCIALES ET DÉBATS DU CONGRÈS





Isère - États généraux du progrès social Le logement : un droit humain fondamental

Une centaine de personnes ont participé à cette nouvelle initiative des communistes isérois dans le cadre des états généraux du progrès social. Après l'industrie et les budgets publics, cette rencontre abordait, en partenariat avec l'Association des élus communistes et républicains, les questions du logement, particulièrement prégnantes dans l'agglomération grenobloise et l'Isère.

Renzo Sulli, maire d'Échirolles et vice-président de la Métropole, et Francis Silvente, directeur du relais Ozanam, ont planté le décor de cette question sous tous les angles. Logement social, hébergement d'urgence, accueil des migrants, politiques d'habitats et d'aménagement.

Ces thèmes ont été ensuite déclinés en 3 passionnants ateliers. L'alerte générale a été donnée face aux projets désastreux du gouvernement en la matière, et notamment les dangers de la future loi "Elan" et le coup de force sur les APL.

Annie David, secrétaire départementale du PCF, a ensuite eu la lourde tâche de ramasser ces travaux dans une courte synthèse. Les trois ateliers se rejoignent sur des points centraux : nécessité de maîtriser les coûts du foncier par une politique publique volontariste, encadrer fortement les loyers qui ne devraient jamais dépasser 20 % des revenus d'un ménage. Une proposition fait consensus pour appuyer ces objectifs : la création d'un grand service public national décentralisé du logement et de l'habitat.

La soirée s'est terminée autour d'un amical buffet préparé par les communistes d'Échirolles. ✪

Université

Montpellier, Toulouse, Nancy, Paris/Sorbonne, les étudiants manifestent. S'adressant à la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, à propos de la loi

"Orientation et réussite des étudiants", Pierre Ouzoulias, sénateur communiste, a déclaré : « Avec votre projet, les universités ne sont plus les instruments d'une politique nationale mais des entreprises qui proposent des services. » Le sénateur était à Nancy pour expliquer pourquoi les communistes s'opposent à ces réformes qui accélèrent la marchandisation de l'éducation et pour présenter les propositions du PCF pour une éducation au service de l'émancipation de toutes et de tous. En dépit de l'opposition des autorités qui prétendaient lui interdire l'accès au campus, pourtant lieu d'échanges et de confrontation des idées. ✪

Suivre le débat
sur le Facebook
du secrétaire
de la fédération PCF
Yilmaz BORA

Face au « plan étudiant »
une autre ambition pour l'université !

RÉUNION PUBLIQUE
avec
Pierre Ouzoulias
Sénateur
Groupe communiste républicain et citoyen
Vice-président de la commission Culture
Éducation Communication

LUNDI 26 MARS • 18H
NANCY • FAC DE LETTRES
RDV DEVANT L'AMPHI 42



SNCF



JOURNAL DES CHEMINOTS COMMUNISTES

Nouvelle édition

Mars 2018 - N° 75

MON TRAIN, J'Y TIENS



Thomas Portes,
responsable
national du
collectif des
cheminots PCF

Depuis plusieurs années, le service public ferroviaire, voyageurs comme marchandises, est la cible d'attaques conjuguées.

Après la réforme de 2014, qui a divisé la SNCF en 3 EPIC, le gouvernement d'Emmanuel Macron, s'appuyant sur les préconisations du rapport Spinetta, entend finir le travail.

Transformation en SA, pour préparer la privatisation, fin du statut des cheminots, ouverture à la concurrence, suppressions de 9000 kilomètres de lignes, filialisation du fret... C'est une atomisation du rail public qui se prépare. Du jamais vu !

Face aux enjeux environnementaux, d'aménagement du territoire et de mobilité qui se trouvent face à nous, la France a besoin d'un grand service public ferroviaire, de voyageurs comme de marchandises, qui soit sorti de la soumission à l'économie de marché avec pour objectif unique de répondre à l'intérêt général.

Pour justifier cette réforme, on nous explique que la SNCF doit se préparer à l'ouverture à la concurrence, sous-entendu « être plus compétitive ». Pourtant, la SNCF ne découvre pas l'ouverture à la concurrence, elle l'a même subit depuis 2006 sur ses activités fret. Avec quels résultats ? Quand on analyse la situation du fret ferroviaire aujourd'hui, on mesure le désastre. L'ouverture à la concurrence n'a rien réglé, pire elle a contribué à sa destruction quasi-totale !

Au niveau des territoires, cette réforme aura des conséquences dramatiques. En concentrant les investissements sur les grandes métropoles et les nœuds ferroviaires, le gouvernement s'apprête à créer de véritables déserts ferroviaires. Il porte ainsi atteinte à un droit fondamental : le droit au transport. Le réseau ferré français, dont le développement est une priorité incontournable, doit être en capacité d'irriguer l'intégralité du pays, et ainsi jouer son rôle dans l'aménagement du territoire. Cela est incompatible avec une ouverture à la concurrence.

Lutter pour un service public ferroviaire, c'est lutter pour défendre un maillage territorial qui répond, non pas à des intérêts financiers, mais à des intérêts humains.

Rail.com, journal des cheminots communistes.
Avec un éditorial de Thomas Portes, un dossier "projet contre projet", un entretien avec M.-P. Vieu, députée européenne, et des reportages à Marseille et Bordeaux.
Sur Facebook s'est ouverte une page La Bataille du Rail.

Congrès



Dans le cadre de la préparation du Congrès, un débat sur le thème "Bilan et avenir de la démarche stratégique des communistes", organisé par la fédération du Val-de-Marne, le 20 mars à Vitry-sur-Seine, a rassemblé 170 communistes, en présence de Pierre Laurent.

Une vingtaine de camarades ont pris la parole pour faire part d'interrogations et de propositions : les mutations de la société française, le besoin d'un bilan critique et d'une élaboration théorique et pratique pour dépasser vraiment le capitalisme, l'effet de la destruction du clivage gauche/droite, l'impact à long terme du résultat du référendum de 2005 sur le TCE, les conséquences de la politique de Macron, les luttes sociales en cours... Pierre Laurent a souligné, lors des échanges, que le PCF a toujours su être critique vis-à-vis de lui-même, et le débat qui s'est engagé entre les communistes, avec le point d'étape que sera la séance du Conseil national début juin, doit aboutir à un congrès offensif, porteur de changements profonds. ✪

Yves Talhouarn

Tour de France des hôpitaux

« C'est bien ce que vous faites ! »

Les deux groupes parlementaires communistes organisent, tout au long de ce semestre, un tour de France des hôpitaux. Entretien avec Alain Bruneel, député communiste du Nord, sur les premiers enseignements de cette initiative, les propositions qui émergent, les suites à donner.



Communistes TU AS PUBLIÉ, LE 21 MARS, UN COMMUNIQUÉ DEMANDANT UN MORATOIRE POUR L'HÔPITAL. POURQUOI ?

ALAIN BRUNEEL : En fait je viens de participer à un rassemblement de médecins, 1 200 médecins de toute la France, signataires d'une lettre à Mme la ministre de la Santé. Ils lui demandaient une rencontre depuis octobre 2017. Aucune réponse. Après quelques relances, ils ont décidé de se retrouver devant le ministère de la Santé pour exiger cette rencontre. Ce sont des urgentistes et ils ont bien des choses à dire sur l'hôpital, la souffrance, le personnel qui n'en peut plus, les moyens qu'ils n'ont pas. C'est un cri d'alarme qu'ils ont voulu exprimer à Mme la Ministre qui a mis beaucoup de temps pour les recevoir. Ces 1 200 médecins souhaitent un moratoire pour stopper toute cette hémorragie dans le secteur hospitalier (fermetures d'urgences, pertes de personnels, fermeture de services, suppression de lits...). J'ai souhaité, dans ce communiqué de presse, dire que nous aussi on exige un tel moratoire.



temps, dans ces rencontres, il y a aussi des propositions qui émergent. J'avoue que c'est très prenant, très émouvant ; on est en face de personnels qui pleurent en racontant leur vie ! On mesure là vraiment que sans le personnel, il n'y a plus d'hôpital. Ce personnel met entre parenthèses sa vie personnelle pour pouvoir être présent, près des malades. Quand l'établissement manque de monde, il appelle les soignants en congés, chez eux, pour un remplacement. Comment refuser ? C'est très culpabilisant. Il y a des cas de suicides, des urgentistes débordés, des patients qui restent sur des brancards par manque de lits... Donc il y a toute cette émotion qui s'exprime, cette rage de constater qu'on assiste à un dévoiement de la mission du service public. Et il y a une attente aussi. Quand je me présente à ces médecins qui étaient devant le ministère, par exemple, ils me disent qu'ils ont déjà rencontré Mme Cohen ou tel élu communiste récemment. Notre action a une réelle visibilité. « C'est bien ce que vous faites, c'est bien d'être sur le terrain, c'est bien de constater » : voilà ce que j'entends.

Communistes TU PARTICIPES AU TOUR DE FRANCE DES HÔPITAUX DÉCIDÉ PAR LE PCF. QUELS SONT TES PREMIERS ENSEIGNEMENTS ?

A. B. : Je rappelle qu'il est organisé par les sénateurs et les députés communistes, les deux groupes en lien avec la commission Santé du PCF. À ce jour, on a visité autour de 30 hôpitaux : rencontre du personnel, des syndicalistes, des chefs d'établissement à l'occasion, avec souvent des débats publics le soir. Ce qui est un peu scandaleux, en ce moment, c'est que les chefs d'établissement, de plus en plus, nous interdisent la rencontre et la visite avec le personnel. La chose s'était déjà produite dans quelques lieux au départ, maintenant ça se systématisait. Comme on est des républicains, on avertit les directions de notre visite, mais à présent on veut nous l'interdire. On peut entrer dans l'hôpital mais pas rencontrer le personnel soignant ! On retrouve un peu partout le même constat : manque de personnel, manque de moyens, la souffrance, le déficit, les conflits parfois entre patients et personnel soignant, un personnel qui doit toujours courir et manque de temps pour toujours bien faire et des patients qui appellent toujours à l'aide et peuvent s'impatienter. En même

Communistes QUELS OBJECTIFS ON VISE POUR LA FIN JUIN ?

A. B. : On a commencé le 10 janvier lors d'une première rencontre à l'Assemblée nationale avec une centaine de soignants, médecins, infirmiers, syndicalistes. On s'est dit qu'on allait faire le tour de France des hôpitaux. On a donc visité une trentaine d'hôpitaux et on a une cinquantaine de rencontres en vue d'ici la fin juin. L'idée est de faire un point d'étape le 28 juin à l'Assemblée nationale avec tous ceux qu'on a rencontrés et qu'on invitera. On rappellerait ce qui s'est dit dans ce tour de France, ce qu'on proposerait comme mesures concrètes et immédiates, à discuter, on chercherait comment aller plus loin. On va affiner des propositions, la commission Santé fait de même. Avec la perspective aussi, le 10 janvier 2019, un an après le lancement de ce tour, de faire cette fois un point général et d'écrire des choses ensemble. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

L'antiracisme, notre combat

Le 21 mars, journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, Pierre Laurent a publié une adresse où l'on peut notamment lire :

« Inégalités sociales, précarisation et nouveaux modes d'exploitation du travail, assignations territoriales dans des quartiers délaissés par la République, discriminations racistes structurelles dans les politiques publiques se conjuguent pour mettre à l'index, en l'état de sous-citoyenneté, une part croissante de la population et singulièrement de la jeunesse. Nous avons sous-estimé le caractère de masse de ce racisme institutionnel qui est une injure quotidienne au principe d'égalité dans la République. Comme nous avons les stigmates du colonialisme dans les imaginaires et les réalités d'aujourd'hui. Ce combat, nous devons le porter haut et fort en aidant à libérer la parole, à organiser l'action de toutes les victimes de ces discriminations, de toutes celles et tous ceux qui sont les "racisés" de la République, à écouter et entendre les souffrances que cela engendre. » ✪

Forum mondial Globaliser la lutte

Le Forum social mondial (FSM) 2018 à Salvador de Bahia a d'abord été marqué par le combat qui se mène en Amérique latine avec un déchaînement des forces capitalistes, des gouvernements états-unien et européens, la férocité du coup d'État institutionnel que subit le pays jour après jour. On mesure l'ampleur du délitement des bases démocratiques et des fondations sociales du Brésil tandis qu'on assiste à une militarisation croissante de l'espace public sous prétexte de sécurité. La répression et le meurtre sont devenus des instruments de la régulation sociale dans un Brésil miné par la misère (plus 3 millions de pauvres en deux ans). Il a ensuite démontré l'évolution des mouvements sociaux. En ce qui concerne le groupe Gauche unie européenne que je représentais, nous avons participé à la discussion et à des motions autour de l'urgence de renforcer le mouvement anti MEFTA (traité de libre-échange entre UE et pays Amérique latine), en travaillant l'unité du mouvement paysan face aux grandes entreprises agricoles transnationales ; celle pour imposer les questions de l'eau et la sécurité alimentaire sous maîtrise publique car universelles et porteuses au même niveau des exigences d'appropriation sociale, d'écologie

de gestion démocratique, et plus globalement l'urgence de prendre en compte les enjeux de décarbonification mais également les équilibres territoriaux et des mouvements humains. Il est important de souligner la force des femmes, omniprésentes dans ce FSM 2018 et au cœur de la relance du combat

“Globaliser la lutte, globaliser l'espoir, retrouver les chemins de l'unité”

social. L'assassinat de Marielle Franco, élue de Rio et militante des droits, a eu l'effet d'une déflagration à Salvador et a généré une colère et un émoi populaire qui montrent combien le combat féministe est devenu une clé de celui pour l'émancipation.

Il est également important de dire la place qu'a pris la solidarité aux migrants qui donnera lieu à un FSM migrants à Mexico du 2 au 4 novembre prochains. Globaliser la lutte, globaliser l'espoir, retrouver les chemins de l'unité. Malgré le grand écart de température, il est important de rapprocher ce qui s'est passé au Brésil et le mouvement social qui grandit ici en France. Jusqu'aux modes de stigmatisation de la mobilisation sociale et de la répression de ces acteurs qui doivent nous alerter : depuis quand un pouvoir qui démissionne les instances démocratiques d'une université, et jusqu'à quand un président qui puisse se vanter de ne pas tenir compte de la rue ? ✪

Marie-Pierre Vieu
députée européenne



Élections partielles Quelques enseignements

Deux législatives partielles se tenaient en Métropole ce mois-ci, avec une semaine d'intervalle quant au calendrier des premier et deuxième tours. Comme d'habitude en pareil cas, l'abstention a été très importante, avec des taux de participation de l'ordre de 30 %.

Dans la Haute-Garonne, où le premier tour a eu lieu dès la semaine dernière, le PS Joël Aviragnet, invalidé suite à une erreur dans une commune après un scrutin serré en juin 2017, est très largement réélu (70 %) face au candidat LREM Michel Monsarrat. Dans la seconde, dans le Loiret, circonscription plutôt à droite autour du Gâtinais, le candidat LR Jean-Pierre Door prend une forte option pour le second tour face à LREM, avec près de 40 % des voix, soit 20 points d'avance. La candidature PCF, menée par Bruno Nottin, est parvenue à se hisser à près de 6 % des voix, tout en faisant face à une division de la FI qui, contrairement à 2017, avait décidé de présenter un candidat (4,96 %).

Enseignements des scrutins

Toujours une très forte abstention qui semble, si l'on en croit notamment le score en voix de J. Aviragnet au second tour (quasi identique à celui de juin 2017, environ 17 000 voix) être d'abord le fait d'électeurs LREM de juin. Dans le Loiret, le même phénomène semble se dérouler. Le candidat LR Door réalise là aussi, à peu de choses près, le même score en voix qu'au premier tour de 2017 (8 330 contre 8 507 en juin), alors que la candidate LREM perd 57 % de ses voix. Encore une fois, il y a une réédition du duel de second tour de l'élection précédente, avec un score très réduit pour LREM et une forte avance pour le concurrent, qu'il soit LR ou PS.

Le reflux de LREM s'accroît. Dans des circonscriptions rurales, assez identifiées politiquement et aux électors plutôt âgés, la chute de LREM est évidente. LREM qui pointait en tête dans les deux cas au premier tour de 2017 est cette fois-ci largement devancée. L'impact de mesures telles que la hausse de la CSG a très probablement joué. Mais ce n'est pas la seule explication. En Haute-Garonne, LREM passe d'un 49 %-51 % à un 30 %-70 %. Le score dans le Loiret sera probablement également assez lourd. La désaffection est massive. LREM semble « consolider » un bloc centriste au premier tour (parfois plutôt de centre-gauche comme dans le Loiret, parfois plutôt de centre-droit comme en Haute-Garonne) mais s'avère incapable d'élargir celui-ci au second tour, cristallisant tous les mécontentements contre lui. En 2017 on avait déjà pu noter cette difficulté dans les reports de voix entre premier et second tour pour LREM. Mais malgré la mobilisation de l'état-major LREM (venue de Castaner en Loiret), ce phénomène se reproduit et la défiance s'accroît. Les candidats inconnus ne peuvent plus rassembler, avec une marque « Macron » qui perd de sa force. Une partie des électeurs PS commence d'ailleurs à « décrocher » dès le premier tour et à revenir à un vote PS.

Le PS a clairement atteint son point bas et recommence à agréger des votes. Il parvient, dans un contexte local favorable certes, à se placer en second tour en Haute-Garonne, comme un choix acceptable pour bon nombre d'électeurs de gauche et même pour d'autres électors. Le score en Haute-Garonne au second tour (17 157 contre 10 777 au premier) est dû à un très bon report des voix de gauche PCF-FI-EELV (5 233 voix au premier tour) tout autant qu'à des « prises » dans d'autres électors. Les électeurs ne semblent faire que peu de cas aux velléités de rupture et d'isolement, reconnaissant dans le cas de la Haute-Garonne le positionnement à gauche d'un député qui a voté contre la confiance au gouvernement Philippe. Dans cette circonscription des Comminges, rurale et traditionnellement socialiste, l'ampleur de l'écart surprend toutefois. Si l'on regarde la circonscription du Loiret, le PS parvient en tête de la gauche probablement à cause seulement de la division FI avec 6,65 % des voix. Il améliore son score de 2017, dans cette circonscription sur une base de centre-gauche, même s'il est très loin du second tour dans ce cas.

Notre résultat dans la quatrième circonscription du Loiret, avec 6 %, à 150 voix du PS et une position de première force à gauche à Châlette-sur-Loing (mairie PCF) et à Montargis, est

intéressant dans un contexte plus difficile encore qu'en juin 2017 avec une candidature FI face à nous. Alors qu'elle nous soutenait en 2017, la FI nationale a imposé une candidature, alors même que les Insoumis locaux, et notamment notre suppléante, souhaitaient à nouveau une candidature commune. Cette décision regrettable a abouti à la division de notre camp, ne permettant pas d'élargir notre audience commune au-delà du score de juin 2017 (10,92 % pour les deux candidats contre 11,6 % en 2017). Elle s'est avérée préjudiciable puisqu'une nouvelle candidature unitaire aurait sans doute *a minima* atteint ce score et dépassé le PS. Reste que ce parachutage qui visait à nous supplanter n'est pas parvenu à ses fins, malgré la mobilisation de députés FI dont JLM.

Dans un contexte où nous sommes de toutes les luttes (hôpitaux, commerces de proximité, etc.), avec une candidature unitaire (suppléante FI locale, soutiens de EELV et Génération.s) et un candidat élu local reconnu, nous avons pu réaliser un score très positif.

Cela démontre notre capacité à rassembler largement, en dehors du PS, la gauche « alternative », lorsque nous sommes reconnus sur le terrain, avec des positions et des élus. Avec près de 22 % des voix à Châlette et un score à Montargis similaire à celui de 2017 (11,34 % contre 13,90 %) nous réalisons de bons scores dans deux villes importantes de la circonscription. Reste toutefois à tempérer ce résultat par la faiblesse générale de la gauche dans cette circonscription, réduite à moins de 20 %.

À droite, si LR bénéficie du bonus sortant + opposant à Macron dans le Loiret, elle est réduite à un score de témoignage en Haute-Garonne, en dessous des 5 %. Cela confirme que la droite ne fait là encore que bénéficier de circonstances favorables pour faire de bons scores. Dans le Loiret, c'est un candidat député depuis plusieurs mandats, maire de Montargis, qui réussit grâce à son implantation à devancer largement la candidate du parti présidentiel.

À l'extrême droite, le FN continue de baisser, avec des scores très en-deçà des dernières législatives et même de la présidentielle. 17 000 voix pour Marine Le Pen dans la 4^e circonscription du Loiret au premier tour de la présidentielle, 3 026 lors de cette partielle. Une perte de 82 % des voix, et qu'on peut aussi observer en comparant la législative de juin. Il apparaît dans cette tendance une certaine concurrence entre DLF et le FN. Le parti de Dupont-Aignan parvient à réaliser des scores assez corrects, dépassant les 5 % dans le Loiret et améliorant son score de la législative à la fois en % et en voix.

Quelques éléments enfin sur une municipale partielle qui a eu lieu dans la commune de Boulogny (Meuse, 2 600 habitants) suite à l'éclatement de la majorité municipale de circonstance, menée par le PS, qui avait pris la mairie au PCF Éric Bernardi (maire de 1995 à 2014), lors des municipales de 2015.

Au premier tour, trois listes se sont affrontées, celles de la maire sortante PS, de ses dissidents, et celle du PCF. Ces trois listes se sont maintenues malgré le bon résultat de notre liste (46 %), et le deuxième tour a confirmé le résultat du premier.

Ainsi le PCF a assez clairement emporté cette élection, avec 46 % des voix, contre 28 % aux dissidents PS et 26 % à l'ancienne maire. Ce résultat confirme l'ancrage à gauche de cette commune qui avait déjà placé J.-L. Mélenchon en tête de la présidentielle 2017, à l'encontre du résultat départemental où M. Le Pen était très largement devant (32 %).

Après l'élection partielle de Bohain-en-Vermandois (5 670 habitants, Aisne) gagnée par Yann Rojo en janvier, c'est une autre reconquête dans cette zone géographique. Même s'il s'agit de petites communes et de mairies que nous détenions déjà auparavant, ces résultats témoignent de notre capacité à reconquérir des positions. 🗳️

Secteur Élections

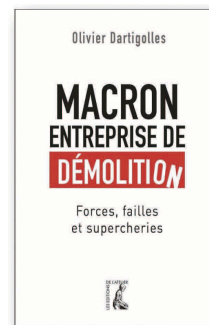
Recrutement

Macron gère le pays comme une entreprise, c'est connu. Dernier exemple en date : sa façon de choisir les responsables d'entreprises publiques ou à capitaux publics comme Airbus, Engie, l'AFP, le PMU ou Radio France. Les vieilles pratiques de connivence et d'entre-soi, chères à Mitterrand/Chirac/Sarkozy/Hollande, demeurent mais dans un cercle patronal plus restreint (« *Macron connaît le vivier grâce à ses quatre années passées à dialoguer avec des PDG chez Rothschild* », écrit Bruna Basini du JDD). Et pour affûter ses choix, le Président a recours, non pas à des conseils républicains ou autres instances démocratiques, mais à des cabinets de recrutement, essentiellement anglo-saxons, genre Spencer Stuart, Egon Zehnder, Russel Reynolds ou Progress. On n'arrête pas le progrès, comme dit l'autre. Mais au train où ça va, pourquoi pas, demain, choisir les membres du gouvernement sur le même mode. Allo, Spencer ? Trouvez-moi un premier ministre conforme dans les meilleurs délais, svp ! Et puis, pourquoi s'arrêter au gouvernement ? On recruterait ainsi parlementaires, maires et autres « élus » selon cette méthode. À la fois efficace et point trop chère (on économiserait entre autres choses le coût de ces interminables campagnes électorales). Macron aime bien ça, faire des économies. 🗳️

Gérard Streiff

MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION

Forces, failles et supercheries
Olivier Dartigolles (144 pages, 10 €)
COMMANDE des organisations
Règlement à l'ordre du PCF à :
PCF - 2, place du Colonel-Fabien
75019 Paris
Prix préférentiel pour les fédérations



Pour des débats autour du livre :

Alain Feuchot afeuchot@pcf.fr (Tél. : 01 40 40 11 11)

PROCHAINES RENCONTRES AUTOUR DU LIVRE D'OLIVIER DARTIGOLLES
28 mars, Poitiers
6 avril, Bordeaux, 14 h
et à Pontault-Combault, 20 h
9 avril, Meurthe-et-Moselle
11 avril, Langon, Gironde

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19
<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.